

Humanitaire et Média

Rony Brauman

1996

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Humanitaire et Média

Rony Brauman

*« L'idée peut sembler risible,
mais la seule façon de combattre
la peste est l'honnêteté ».*
A. Camus, La peste,

Mozambique, province de Zambezia, printemps 1989. Les organisations humanitaires sont alertées par un article de Newsweek décrivant l'état effroyable d'un groupe d'environ 20.000 personnes rassemblées par l'armée gouvernementale dans une région perdue de la province. Le choléra, qui sévit à l'état endémique dans le pays, a déjà tué plusieurs centaines de personnes et en menace des milliers d'autres, rendues particulièrement vulnérables par la famine. Une enquête rapide met en évidence une mortalité effroyable, puisqu'en trois mois, près de 4000 personnes - soit 20% de la population - sont mortes de faim, d'épuisement, de maladies. Présentes pour la plupart depuis plusieurs années dans cette province du Mozambique en proie à une interminable guerre, tout à leurs programmes d'aide, les ONG ignoraient l'existence de ce camp de personnes déplacées, qu'un article de presse a donc porté à leur connaissance.

Situation paradoxale, mais non exceptionnelle, tant l'environnement est opaque dans un pays en guerre, privé d'informations et traversé par toutes sortes de rumeurs. Mais, si l'on peut vérifier ici l'évidence de l'importance de la presse pour l'action humanitaire, l'essentiel est ailleurs, dans la suite des événements.

Le réflexe immédiat et salutaire des ONG, une fois attestée la réalité de ce regroupement, est la mise en place d'un programme d'assistance d'urgence : évaluation quantitative des besoins, rencontres avec les autorités pour obtenir les autorisations nécessaires et la mise à disposition d'équipes locales, mise en place d'un circuit d'approvisionnement, apport de nourriture et d'eau, organisation des soins médicaux... les démarches et gestes d'urgence familiers sont accomplis par les uns et les autres, selon leur implantation, leurs capacités opérationnelles et leur savoir-faire. Les besoins vitaux doivent être satisfaits au plus vite, c'est la raison d'être des organisations humanitaires. Mais à se contenter, dans une telle situation, d'une approche purement matérielle et technique - réponse concrète à des besoins concrets - les équipes humanitaires s'exposaient à un risque majeur : celui de faire tourner indéfiniment le cercle vicieux de l'assistance à une population délibérément mise en danger.

Car ce regroupement n'était pas composé de gens ayant fui les combats pour s'abriter en zone sûre. Il s'agissait au contraire d'un ensemble de villages déplacés de force par l'armée et soupçonnés de contact avec les maquisards de la RENAMO, donc de complaisance envers les "bandits". Lesquels ne s'embarraient pas de considérations superflues pour extorquer leur soutien à ces paysans coincés entre le marteau des troupes gouvernementales et l'enclume de la guérilla. Déplacés à quelques kilomètres seulement de leurs champs, parfaitement à même de subvenir à leurs besoins, ces villageois étaient réduits à un statut d'otages sans valeur, donc abandonnés à leur sort, par la seule volonté du gouverneur militaire de la région. Aucune "nécessité militaire", pour reprendre la formulation classique en vigueur dans le droit humanitaire, n'imposait que ces civils soient traités comme des prises de guerre.

Le visible et le réel

À s'en tenir exclusivement au visible, c'est-à-dire à la détresse, les ONG seraient entrées dans la logique de l'arbitraire et de la violence pour en devenir tout à la fois les publicitaires et les assistantes sociales. Une population est capturée, confinée, affamée; viennent alors les humanitaires, qui battent le rappel des bonnes volontés, alertent les ambassades et les Nations unies pour obtenir de la nourriture, et se mettent à leur tâche de sauvetage, jusqu'à l'épisode suivant où le scénario se reproduit à l'identique. Notamment parce que l'aide, en l'état, s'inscrit à l'intérieur même des mécanismes de l'oppression.

Comment sortir de ce cercle vicieux? Par la négociation, certes, et par le truchement des diplomates des pays donateurs : il s'agit d'avertir les autorités politiques et les bailleurs d'aide, non seulement de l'urgence des besoins à satisfaire, mais aussi du caractère pervers d'une aide qui s'en tiendrait aux seuls indicateurs épidémiologiques pour oublier les principes humanitaires dont elle est issue. C'est ce que les ONG nomment dans leur jargon le *lobbying*, dont le but est d'obtenir la démarche diplomatique et/ou la décision politique adaptées. En l'occurrence il s'agissait de pousser les ambassades à demander, parallèlement aux organismes humanitaires, la "libération" de ces otages et l'arrêt de telles pratiques.

C'est à ce stade que la pression médiatique peut se révéler précieuse, et qu'elle le fut, dans le cas considéré. Il a suffi en effet que paraissent à ce moment une dépêche de l'Agence portugaise de presse et une interview dans "Le Monde", relatant toutes deux les faits décrits plus haut, pour provoquer mises au point et réactions embarrassées, mais surtout pour que les captifs soient libérés et que soient données par le gouvernement mozambicain des assurances claires quant au contrôle de ses troupes.

Précisons d'emblée les limites de ce "succès". Le pays était sur la voie de la démocratisation et ses autorités comptaient sur l'appui des pays industriels pour accélérer le processus. C'est dans ce contexte relativement privilégié que les ONG et les diplomates ont trouvé un espace de dialogue et de manœuvre qui n'existe pas partout, loin s'en faut. Quant à la guerre, aux déplacements de populations et aux drames qui en résultent, ils n'ont pas, est-il besoin de le dire, disparu pour autant. Un précédent avait été cependant créé, une modeste jurisprudence était apparue, qui réaffirmaient que l'aide humanitaire ne se ramène pas à un déploiement logistique, ne se limite pas à la seule maintenance d'organismes biologiques, mais s'adresse à des êtres humains. On verra qu'une telle affirmation, malgré son apparente évidence, mérite d'être rappelée.

Cet épisode illustre le double effet de levier qui donne à l'humanitaire ses moyens d'action, directs et indirects. C'est parce qu'un article de presse les a informées que les ONG ont pu intervenir, là comme ailleurs, pour s'atteler à leur tâche de soulagement immédiat des souffrances. Et c'est en dévoilant devant l'"opinion publique" la face cachée de ce drame, en posant publiquement le dilemme dans lequel elles se trouvaient piégées, que les ONG ont pu le surmonter. Dans cet exemple représentatif de l'une des dimensions du phénomène, la presse a permis à la fois l'action et la défense des principes qui la fondent.

Le télégraphe et la Croix-Rouge

C'est en réalité plus qu'un rapport simplement instrumental qui relie information et action humanitaire. Lorsqu'au XIXe siècle Henri Dunant crée la Croix-Rouge et ouvre ainsi un espace dans lequel prend forme l'action humanitaire moderne, il agit dans le contexte d'une révolution de l'information raccourcissant le temps et les distances. Les principes d'humanité, affirmés par la Renaissance, développés par les Lumières, trouvent alors le substrat permettant que soient

traduites concrètement, dans les guerres internationales, ces notions abstraites. Le premier président de la Croix-Rouge exprime avec force l'optimisme technique, ce romantisme du progrès qui a si profondément marqué la pensée du XIXe siècle : "On sait maintenant chaque jour ce qui se passe dans la terre entière, la connaissance du moindre fait de guerre se répand avec la vitesse de l'éclair [...]. Les descriptions que donnent les journaux quotidiens placent pour ainsi dire les agonisants des champs de bataille sous les yeux des lecteurs et font retentir à ses oreilles, en même temps que les chants de victoire, les gémissements des pauvres mutilés qui remplissent les ambulances".

Écrivant ces lignes en 1899, Gustave Moynier attribuait déjà les succès encore récents de l'aide humanitaire à la révolution de l'information. Sortis de la clandestinité par le travail des journalistes, les malheurs des hommes pouvaient enfin se frayer, à la vitesse prodigieuse du télégraphe, un chemin jusqu'à la conscience de leurs contemporains. Et le livre de Dunant, "Un souvenir de Solférino", décrivant l'horreur du sort des blessés sur le champ de bataille de Solférino fut un succès européen. Quelques années auparavant, c'est le tableau terrible, peint dans la presse anglaise, du sort des malades et blessés britanniques de la guerre de Crimée qui avait déjà déclenché un mouvement de protestation et la décision de Florence Nightingale d'organiser un dispositif de secours médical sur le champ de bataille de Sébastopol.

Ces horreurs sont insupportables à une Europe qui commence à se percevoir comme la patrie de la Raison, dans laquelle les intérêts du commerce et les avancées du savoir doivent finir par terrasser les passions destructrices des hommes. Sûre d'elle-même, tirant du progrès de la connaissance scientifique la conviction de sa supériorité morale, l'Europe partait à la conquête d'un monde qu'il lui revenait de civiliser. Au-delà des sentiments de compassion, c'est dans un projet de mondialisation du modèle européen que s'inscrit cette première période de l'humanitaire moderne. À l'âge de l'information, au moment où apparaissent les "nouvelles du jour" grâce au triptyque rotatives-télégraphe-chemin de fer, le spectacle de la souffrance change d'échelle, sort du terroir pour s'universaliser. Les plaies qui ensanglantent l'humanité sont autant de blessures infligées aux consciences du vieux continent et offertes à son besoin de réparation. De l'Armée du Salut à la Croix-Rouge, de l'abolition de l'esclavage à la naissance de la protection sociale, l'esprit humanitaire s'ouvre un espace d'action sans cesse agrandi par le flux de l'information et les exigences du modèle civilisateur dont il est issu.

Si les tourmentes de la première moitié du siècle - guerres mondiales et grande crise - ont entraîné un développement des organismes humanitaires privés et publics, elles les ont en même temps fixés sur le théâtre européen et ce n'est qu'après la décolonisation que l'aide humanitaire s'est inscrite pour l'essentiel et de façon croissante dans le cadre des relations Nord-Sud. Mais l'appel de l'hiver 54 de l'Abbé Pierre en faveur des sans-logis avait entre temps inauguré un nouvel usage de la presse : comme la BBC avait été, pendant la guerre, l'instrument de la résistance, Radio-Luxembourg devenait, l'espace d'un hiver, le porte-voix d'un autre personnage charismatique appelant à la mobilisation des consciences. Il s'agit là d'un moment décisif : plus qu'un révélateur ou un amplificateur, la radio devenait partie prenante à l'événement. Sortant de la coulisse où elle se tenait jusqu'alors pour observer et décrire, elle montait sur scène pour y annoncer la pièce, conférant alors à celle-ci un caractère public et une solennité inédits. Encore timidement, elle préfigurait l'engagement spectaculaire des médias, 30 ans plus tard, en tant qu'initiateurs et opérateurs de l'aide humanitaire.

Vous avez dit "village planétaire"?

Jusqu'à la guerre du Biafra, l'aide humanitaire était pour l'essentiel un phénomène européen: des organisations européennes opéraient en Europe, dans le sillage sanglant des conflits qui avaient dévasté le continent. Dans ces conditions, le contexte de l'action était celui de la vie quotidienne

des Européens. À l'époque de la guerre du Biafra, théâtre de la première grande opération humanitaire en Afrique, une double mutation se produit : l'humanitaire s'installe dans le tiers-monde, s'inscrit dans une perspective Nord-Sud, au moment où l'information passe de l'écrit à l'image, du temps différé à l'instantané. La puissance de la télévision, présente dans près des trois quarts des foyers européens au cours des années 70, commence à s'affirmer. Les journaux font place aux médias, lesquels viennent renouveler l'ambition de dévoiler jour après jour - et maintenant heure par heure - le monde jusque dans ses moindres recoins.

Il n'est pas indifférent de relever que c'est à ce moment, deuxième révolution de l'information, que le terme de *média* commence à s'imposer, derrière Mac Luhan, pour supplanter rapidement celui de *presse*. Ce nouveau baptême correspond à la naissance d'une nouvelle conscience télévisuelle du monde qui se donne volontiers pour connaissance, reprenant le rêve du XIXe siècle d'une morale issue du savoir, rendue à la fois nécessaire et inéluctable par la connaissance. L'image électronique et la rapidité de transmission de l'information ont réduit, dit-on en effet, le monde aux dimensions d'un village où chacun voisine avec tous. Dans les pays industrialisés, nul ne peut aujourd'hui être tenu dans l'ignorance de ce qui se passe autour de lui puisque chaque maison, chaque rue du "village planétaire" est balayée en permanence par les faisceaux électroniques qui retransmettent instantanément l'événement en cours. "Donnez-nous 18 minutes et nous vous donnerons l'univers", devait proclamer Satellite News Channel au lendemain de la mort de Leonid Brejnev. Les Américains - et tous ceux qui s'abreuvent à une source d'informations libre - ont effectivement appris la mort du Premier Secrétaire du Parti avant les Soviétiques. Les satellites, les progrès incessants dans la précision et la miniaturisation des moyens de transmission et de réception ont, entre temps, multiplié le rendement de la performance technologique dont Satellite News Channel était si fier: aucun pouvoir politique ne peut désormais prétendre au monopole de l'information et les sujets d'un dictateur apprendraient aujourd'hui la mort de leur tyran au même moment que le reste du monde.

La mort en direct de John F. Kennedy, la guerre du Vietnam, et plus récemment le soulèvement des étudiants de Pékin, le siège de Sarajevo, le débarquement des Marines en Somalie, le génocide du Rwanda nous sont quotidiennement, depuis une génération, servis à l'heure du repas, accréditant l'idée d'une universelle téléprésence où s'abolissent le temps et la distance. Cette parfaite ubiquité, attribut du divin, fait de la "galaxie Mac Luhan" une sorte d'Olympe électronique. De cette régie planétaire, les nouveaux dieux que nous sommes contemplerait un monde dont chaque soubresaut serait scruté en temps réel, dont les bouleversements s'afficheraient instantanément sur nos écrans, produisant *ipso facto* une conscience mondiale. De fait, chacun peut disposer aujourd'hui d'une somme inédite de renseignements sur les chaos de la marche du monde, tout événement important est au moins signalé, même s'il est immédiatement englouti dans la masse des informations que nous recevons en permanence. De fait, aucune famine, aucune guerre, aucune oppression n'est restée durablement et totalement ignorée, ce qui a pu faire dire que l'horreur était désormais impossible, l'image étant la pire ennemie de l'indifférence et de l'arbitraire et le véritable support d'une conscience mondiale.

Cet optimisme technologique, qui fait marcher d'un même pas la connaissance et la conscience, repose en réalité sur le "coup de force symbolique" (Bourdieu) que constitue la formule même de "village planétaire". Avancée par M. Mac Luhan, cette parabole remontant à la première tentative de réflexion sur la télévision s'est rapidement imposée comme une évidence à partir de laquelle s'élaborent des questions qui tiennent pour acquis cet universel voisinage. Rien n'est moins évident, pourtant, que cette notion qui doit assurément son succès à la charge d'espoir et à la force d'évocation en raccourci qu'elle contient, version électronique du royaume d'Utopie. Ainsi, pour expliquer que l'information n'existe qu'en rupture des habitudes, cite-t-on fréquemment l'exemple du chien et de l'archevêque: un chien qui mord un archevêque ne nous donne pas une nouvelle; tandis qu'un archevêque qui mord un chien, voilà une information digne d'être diffusée. Cet exemple classique et démonstratif nous fait toucher du doigt la raison pour laquelle "les trains

qui arrivent à l'heure" sont hors actualité par définition, appartenant en fait aux registres de la publicité ou de la propagande. Mais il est incomplet et trompeur en ce qui concerne l'actualité internationale. Dans une collectivité, en effet, chacun intègre le langage nécessairement elliptique de l'information dans un ensemble de sentiments, de représentations, de connaissances, qui forment son contexte spécifique : l'idée que l'on a, en l'occurrence, du comportement habituel des archevêques et des animaux domestiques, la fréquence somme toute modeste des voies de fait perpétrées par les premiers sur les derniers. Nous disposons, autrement dit, d'une syntaxe, au sens d'un ensemble de règles présidant au regroupement des mots ou des significations, qui fournit leurs niveaux de sens et une signification commune aux messages qui nous parviennent en provenance de cercles relativement proches.

Malheur et caméra

L'image d'un enfant africain décharné, les paupières couvertes de mouches, mordillant une racine sur fond de paysage désolé, scène mille fois représentée, délivre un message dont le sens immédiat, la détresse d'un enfant, est clair. Les significations secondaires, elles, ne sont bridées par aucune syntaxe. Ou plutôt, elles s'inscrivent dans une syntaxe "par défaut", bâtie à partir d'images antérieures: terres craquelées, roitelets criminels, guerres tribales, démographie galopante, masses grouillantes analphabètes, épidémies meurtrières, bref une imagerie évocatrice d'un Moyen-Age fantasmagorique marqué au sceau du malheur. Point de place, dans cette fresque, pour la réalité d'une vie en société, ses diverses structures sociales, ses réseaux de pouvoir et ses rapports de force, ses représentations et sa culture. Notamment parce que cette réalité du quotidien ne trouve aucune place dans le champ de l'actualité. La vie quotidienne est par définition hors de l'actualité. Dès lors, le seul repère familier, la seule passerelle avec un monde aussi impitoyable et anachronique, est l'image de la victime, point de passage obligé.

La guerre du Vietnam avait révélé le pouvoir de l'image, sa capacité à mobiliser les réserves d'indignation du public à une époque où l'espoir en politique n'était pas encore discrédité. L'étendard de la liberté, dont le général Westmoreland voulait recouvrir les villages napalmés par ses soins, a été effectivement mis en pièces par les films et photos des journalistes. Mais ce qu'attendaient les opposants à cette guerre impériale n'était, bien entendu, pas une information sur les conditions dans lesquelles étaient conduites les opérations militaires américaines. C'était une confirmation de la justesse de leurs positions que résumait, aujourd'hui encore, les photographies emblématiques de ce conflit: la terreur d'une petite fille nue, fuyant un village en feu, et un officier sud-vietnamien abattant de sang-froid un combattant vietcong. Avant d'être le révélateur d'une vérité cachée, l'image ratifiait un discours préexistant.

Avec l'avènement du règne progressivement hégémonique de l'image instantanée, du "temps réel", ce n'est donc pas simplement, comme on le dit souvent, la portée de l'amplificateur qui s'allonge, mais la nature même du message qui est modifiée. Une véritable dramaturgie télévisée de l'humanitaire commence à apparaître, avec ses personnages emblématiques, ses conventions scéniques, ses règles de langage.

Si cette nouvelle forme d'action humanitaire, faite de coups d'éclat et de coups de gueule, de médecine d'urgence et d'engagement physique, semble faite pour le journal télévisé, c'est que l'une et l'autre fonctionnent avant tout sur le registre de l'émotion et de l'immédiateté. Le spectacle offert par un convoi de vivres en route vers des affamés, par un médecin penché sur son blessé, toutes causes politiques étant égales par ailleurs, est comme taillé sur mesure pour le petit écran qu'elles emplissent d'une "signification pure, pleine et ronde, à la façon d'une nature" (Roland Barthes). Rapide, simple, concrète, du moins en comparaison avec le traitement politique de problèmes exotiques, l'action humanitaire excelle à se présenter sous une forme aisément

accessible et immédiatement valorisante : le tandem victime-secouriste est ainsi devenu, sous l'objectif des caméras, l'un des emblèmes de cette fin de siècle.

Le chacal et le bébé phoque

“Les hommes ne se posent que les problèmes qu'ils peuvent résoudre”, disait Marx. Le journal télévisé, pourrions-nous dire en le paraphrasant, ne nous apporte que les émotions que nous pouvons apaiser. Ce qui se traduit, en pratique, par une sélection automatique des sujets, effectuée à deux niveaux: le niveau physique de "l'entonnoir" d'une part, le journal télévisé étant soumis à des contraintes de durée et de rythme qui interdisent le traitement de plus de deux crises internationales par édition. Le niveau symbolique du "statut de la victime" d'autre part, celle-ci ne prenant véritablement corps qu'à la condition de pouvoir être vue comme une effigie de la souffrance injuste, de l'innocence meurtrie. Victime d'une nature cruelle, d'une guerre absurde -les guerres des autres sont toujours absurdes -, de bandes armées impitoyables, ou d'un dictateur sanguinaire, mais victime pure, non participante. Au point que l'on est presque amené à s'excuser, à se justifier, lorsque l'on est pris en “flagrant délit” de soins octroyés, conformément aux principes humanitaires, à des combattants blessés ou malades.

Relevons au passage que les victimes d'un dictateur ne deviennent telles que lorsque celui-ci est perçu et désigné comme tel par les gouvernements occidentaux: Saddam Hussein n'est devenu producteur patenté de victimes qu'une fois passé de l'autre côté de la ligne qui sépare les amis politiques des ennemis. Le gazage de 5000 Kurdes en 1988, la répression qu'ils subissent depuis des années, ne sont pour rien dans ce passage. Les Arméniens suscitent la compassion du monde lors du tremblement de terre de 1988, mais si la guerre du Karabagh à laquelle ils sont partie prenante ne semble pas produire de victimes dignes d'intérêt, c'est que le statut de celles-ci est brouillé par leur responsabilité dans le conflit.

Une illustration paroxystique de cette exigence de pureté victimaire nous a été donnée par deux des plus grands communicateurs des années 80, Reagan et Gorbatchev, lors de l'organisation du sauvetage de deux baleines prisonnières des glaces au large du Canada, en octobre 1988, et de son exceptionnelle couverture médiatique. La signification du succès de cette grande farce a été peu soulignée, alors qu'à sa manière, elle annonçait d'autres épisodes baroques et démontrait les possibilités inattendues de sidération collective de l'esprit critique par une mise en scène jouant sur des éléments à forte charge symbolique: milieu hostile (la banquise), innocence blessée (les baleines), secours spectaculaire (les hélicoptères géants), légitimation institutionnelle (Superpuissances). Reagan et Gorbatchev auraient-ils eu l'idée saugrenue de voler au secours d'un banc de requins ou d'une horde de chacals? A la même période, alors que toute la presse faisait sa “une” sur le sauvetage du siècle, une famine organisée tuait des dizaines de milliers de Dinkas au Sud-Soudan, dans l'indifférence générale.

Du Biafra au Vietnam, témoignage sans frontières

Mais revenons en arrière, à ce moment fondateur pour l'action humanitaire contemporaine qu'a été le conflit du Biafra (1967-69). Déclenchée par la sécession de cette province nigériane riche en pétrole et en élites, la guerre fut rapidement totale, dirigée sans distinction contre l'ensemble de la population biafraise, combattants et civils mêlés. La famine provoquée par le blocus de l'armée fédérale autour du réduit insurgé fut terrible, tuant un million de personnes durant les trente mois que dura le conflit. Le souvenir du silence de la Croix-Rouge pendant la deuxième guerre mondiale, et la conscience de la force mobilisatrice des médias poussèrent alors les médecins de la Croix-Rouge française à prendre l'opinion publique à témoin, derrière Bernard Kouchner, de l'horreur du carnage qui se déroulait sous leurs yeux. Le “Comité contre le génocide au Biafra”, où l'on retrouve les médecins français, tente à coups d'articles et de déclarations, de mobiliser

l'opinion, de faire pression sur les gouvernements pour lever le blocus. Les volontaires de la Croix-Rouge avaient rompu leur serment de discrétion, convaincus que la dénonciation des responsables de l'horreur serait, sinon un butoir, du moins un frein aux atrocités. Soigner ne suffisait plus, il fallait aussi témoigner, accuser. Poussés par le vent contestataire qui soufflait ces années-là sur l'ensemble du monde industriel, ces nouveaux humanitaires bousculaient les conventions, interpellaient publiquement les grands de ce monde à la face desquels ils brandissaient le corps décharné d'un enfant mourant.

La suite a montré qu'il n'y avait pas génocide au Biafra, puisque les massacres se sont arrêtés avec la défaite militaire des sécessionnistes. Mais cette erreur, bien compréhensible dans un tel contexte, est en l'occurrence secondaire par rapport aux effets inattendus de cette entrée du discours humanitaire sur la scène publique. Car la polarisation du regard sur le malheur des innocents a contribué à faire de celui-ci un instrument politique. Dès lors en effet, la famine n'était plus seulement une arme de guerre pour les assaillants, mais aussi pour les assiégés ou plus exactement pour leurs dirigeants. Comment expliquer autrement la création d'un "périmètre de famine" à destination de la presse, dans lequel étaient maintenus, privés de nourriture et de soins, sévèrement gardés par la troupe, des centaines d'affamés? Puisqu'il fallait des images de victimes pour émouvoir l'opinion, Ojukwu faisait le nécessaire pour en produire. À peine inauguré, le témoignage humanitaire rencontrait déjà ses limites dans l'instrumentalisation des images de détresse, et son retournement partiel contre ceux-là mêmes dont il voulait alléger les souffrances. De la reproduction à la coproduction

Si les aventures de l'Île-de-Lumière en mer de Chine, à la recherche des *Boat people* du Vietnam sont un autre moment décisif de cette épopée médiatico-humanitaire, c'est moins du fait de la quantité imposante de reportages réalisés sur la mission elle-même, qu'en raison du statut des médias dans l'opération. Car il ne s'agissait pas, ici, de reproduire plus ou moins fidèlement une réalité, mais de coproduire un événement. Il s'agissait moins, autrement dit, de montrer au public le déroulement d'une intervention humanitaire particulière que de construire ensemble -médias et humanitaires réunis- un symbole général : les retrouvailles de Sartre et Aron posant sur le perron de l'Élysée après avoir été reçus par le Président Giscard d'Estaing, la longue attente d'un signal sur le radar de la passerelle ou d'une silhouette dans l'objectif des jumelles, l'enthousiasme fiévreux du repêchage des naufragés, les appels à l'opinion... Les contours du Bien et du Mal se dessinaient avec une netteté croissante, à mesure que la médiatisation s'intensifiait, même si les naufragés recueillis étaient en général sur le point de s'échouer sur les côtes de Malaisie, même s'il ne s'agissait "que" de quelques centaines de personnes, sur les centaines de milliers qui ont fui le Vietnam. Le repérage de ces coquilles de noix est en effet quasi impossible dans un tel espace, et la distinction avec les innombrables embarcations de pêcheurs plus difficile encore. Autant qu'un navire de sauvetage, c'est une critique flottante du totalitarisme qui se rendait au devant des naufragés vietnamiens. Et c'est pourquoi l'apparente réconciliation de Sartre et de Aron n'était pas la trêve humanitaire qu'on a décrite, mais l'acte de reddition idéologique du premier au second. Et c'est pourquoi, également, seul le Vietnam, en raison de la force du symbole qu'il a longtemps représenté, se prêtait à cette forme symbolique d'action. Somaliens, Haïtiens, Chinois, Érythréens cherchant le salut par la mer n'ont jamais trouvé le moindre soutien de ce type.

À partir de ces premiers exemples, il est aisé de constater l'écart entre l'efficacité réelle d'une action et la place qu'elle occupe dans les médias. Mais, sauf à imaginer un monde régi par une rationalité chiffrable, il serait vain de s'en étonner et plus encore de s'en indigner. Après tout, d'ambitieuses interventions humanitaires ont été mises en place en dehors de toute médiatisation, et la discrétion de celle-ci, dans le premier cas considéré, celui du Mozambique, n'a pas empêché son efficacité. Ceci est d'ailleurs vrai de ce pays dans son ensemble, et de son frère jumeau, l'Angola. La fin des longs conflits coloniaux et post coloniaux qui ont si longtemps fait rage dans ces pays, a été accompagnée d'opérations humanitaires à grande échelle, aux côtés d'actions diplomatiques et d'une aide économique significatives. Pour de nombreuses organisations

humanitaires privées et onusiennes, cette région australe est familière depuis des années. Elles y mènent, en dehors de toute médiatisation, comme dans nombre d'autres pays, d'importants programmes d'aide alimentaire, de formation, de secours aux millions de réfugiés dispersés dans les pays de l'ex-Ligne de front et en Afrique du Sud.

Mais les enjeux et les formes de l'action varient, la froide raison quantitative n'est pas la seule ni la meilleure boussole permettant d'évoluer sur le territoire de l'humanitaire. C'est par sa force symbolique, sa charge émotive, que l'Île-de-Lumière s'est imposé. C'est au moins autant par ce qu'il représentait que par ce qu'il faisait, que le "Bateau pour le Vietnam" a pu forcer l'accueil des réfugiés vietnamiens en Europe et révéler ce que beaucoup savaient mais voulaient ignorer : la nature totalitaire du régime de Hanoï.

Déclin du politique et montée de l'humanitaire

Il faut ici revenir sur le contexte politique dans lequel s'est développé le mouvement humanitaire contemporain. Avant d'être enseveli sous les décombres du mur de Berlin, avant de disparaître, donc, comme système politique à la fin des années 80, le communisme avait entamé son déclin dans les années 70. Contesté sur sa gauche, combattu sur sa droite, c'est progressivement sous l'angle de l'oppression politique et de l'échec social qu'il a alors commencé à apparaître. Sur l'horizon de justice dont il se réclamait, ce sont les silhouettes des baraquements du Goulag qui se dessinaient avec une netteté croissante, et ce n'était plus dans la figure du leader ouvrier, mais dans celle du dissident déporté que s'incarnait "la grande lueur venue de l'Est".

C'est dans ce processus de reflux du messianisme politique, lui-même englobé dans le déclin du religieux, que l'humanitaire contemporain a commencé sa montée en puissance. C'est en occupant le terrain dégagé par cette marée descendante des idéologies, que cette nouvelle forme d'engagement s'est développée. Dès l'instant où le politique ne semblait plus à même de prendre en charge l'espoir d'un monde meilleur, ce sont des mouvements privés, para-politiques, qui ont été peu à peu investis de cette attente morale : l'essor des organisations de défense des Droits de l'Homme, de l'écologie, de l'antiracisme s'est fait parallèlement à celui des organisations humanitaires et dans une dynamique commune.

Plus généralement le rôle des individus et des groupements privés est allé croissant depuis les années 70, à mesure que les souverainetés nationales s'affaiblissaient. Non pas du fait d'une soudaine modestie étatique, mais en raison de l'accélération de la mondialisation des échanges, qui ignorent nations et frontières, de la croissance de l'interdépendance qui en résulte. À l'affaiblissement des souverainetés par la technologie et les flux transnationaux répondait la "révolution des capacités individuelles" (Rosenau); autrement dit la possibilité pour quiconque de rassembler et transmettre des informations jusque-là réservées aux élites politiques, comme de produire de l'information et de s'organiser, grâce à celle-ci, pour l'action. Greenpeace se trouve ainsi en situation de faire annuler des décisions industrielles et de mettre en difficulté la France dans ce qu'elle considère comme l'un des attributs centraux de sa souveraineté, à savoir l'arme nucléaire. Des organisations privées se constituent en observateurs critiques des politiques publiques, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de décisions militaro-diplomatiques, et parviennent à peser sur les décisions de pouvoirs qui ne leur auraient pas accordé un regard quelques années auparavant. Nouvelles normes techniques, et non morales, ces facilités sont bien entendu tout aussi utilisables par les sectes, les réseaux terroristes ou mafieux que par les philanthropes, les démocrates et les entrepreneurs.

Les capacités d'influence et d'interpellation des humanitaires sont à situer dans ce contexte d'érosion relative du pouvoir d'État. La pluralité de leurs orientations, force et faiblesse à la fois, limite naturellement la portée de leurs interventions, mais celle-ci est bien réelle. Lors d'un

sondage réalisé au mois de mai 1995 en Belgique sur la situation au Burundi, 83% des personnes interrogées attribuaient à Médecins Sans Frontières la capacité d'agir efficacement pour résorber la crise, contre moins de 20% aux gouvernements et à l'ONU. Ajoutons immédiatement que ces résultats ont beaucoup plus effrayé que réjoui les membres de MSF. À ce nouveau pouvoir, même et surtout lorsqu'il est surestimé, et parce qu'il repose aussi sur des fondements éthiques, correspond une nouvelle responsabilité dont nombre d'entre elles ont pris conscience : celle d'être plus exigeant vis-à-vis d'elles-mêmes, de la cohérence de leurs positions et de leurs analyses, comme celle de leurs limites, celle d'être plus claires, donc, quant à l'appréciation de leurs limites. Bons sentiments, mensonges et vidéo.

Les années 80 sont celles du renforcement et de la multiplication des organisations humanitaires, au moment où les journaux télévisés deviennent la locomotive de l'information, c'est-à-dire lorsque les titres de la presse écrite commencent à s'aligner sur ceux de la télévision. Dans le contexte d'affaiblissement du sens historique et politique précédemment évoqué, cet essor simultané doit donc être saisi au travers d'une relation de causalité, et non de coïncidence : l'interprétation globale du monde que le politique n'était plus à même de fournir faisait désormais place à une vision apparemment pragmatique. À défaut de pouvoir mettre la souffrance en perspective, dans l'annonce de son propre dépassement, restait à la mettre en scène, dans le cadre de son allègement. Dans les camps de réfugiés du Cambodge et dans les maquis afghans, dans ces faubourgs de la planète où l'Histoire semblait bégayer, le trio fugitivement apparu dans le réduit biafrais - le secouriste, la victime et le journaliste -, ressuscité sur le pont du "Bateau pour le Vietnam", était désormais consacré, pour le meilleur et pour le pire, comme l'un des symboles d'une morale internationale en actes. Pour le meilleur, parce que la possibilité de voir la souffrance renforce les capacités de ceux qui s'efforcent de la soulager : pouvoir d'agir, de soigner, de nourrir, mais aussi de parler, d'alerter, de dénoncer. Pour le pire également, car le spectacle du malheur et de la compassion en actes peut être une redoutable machine à illusions.

"L'élément différenciateur de la télévision [par rapport aux autres moyens d'information], c'est l'acte de rendre présent ce qui est absent, de supprimer tout intermédiaire entre le spectateur et la réalité", écrit Jean-François Revel (Revue Commentaire, Hiver 91-92). S'il est juste, comme le fait Revel dans cet article, de souligner que les excès de la télévision sont peu spécifiques, s'il est utile de rappeler que les exigences de compétence, de probité et de vérification ne sont pas nécessairement l'apanage de la presse écrite, il est faux de dire que la télévision abolit les intermédiaires. Elle les évacue de l'écran en les plaçant hors champ, et c'est bien là que réside l'autre élément différenciateur. Le monde que la télévision amène dans nos foyers n'est pas plus virtuel que celui décrit par les journaux, mais il se donne pour la réalité.

Tout le monde, par exemple, a *vu* la guerre du Golfe, ce qui n'est pas la même chose que d'avoir *lu* ou *entendu* quelque chose *sur* la guerre du Golfe. On peut écrire, ou dire, qu'il n'y a rien à voir, ou plutôt rien de visible, et reconstituer indirectement, avec plus ou moins de pertinence et de talent, une part de la réalité. Mais la TV doit montrer, donner à voir, sous peine de disqualification. Alors apparaissent des images d'attaques aériennes filmées par des bombardiers US, les exploits des fameux missiles "intelligents", les destructions de puits de pétrole par l'armée irakienne mettant en danger l'équilibre écologique de la planète, menace symbolisée par l'image de ce cormoran figé dans son carcan huileux. Qui se souvient qu'en réalité les performances des missiles avaient été filmées à l'entraînement un an auparavant? Qui a fait le bilan de la catastrophe écologique mondiale provoquée par le terrorisme irakien? Qui, surtout, s'est intéressé au sort des civils irakiens pour lesquels nul "corridor de tranquillité", nul "couloir humanitaire" n'a paru nécessaire? Sur l'ampleur des "effets collatéraux", aucune estimation n'a été avancée. Aucun mot n'a été prononcé pour rendre le moindre hommage, exprimer le moindre regret, ô combien symbolique, aux civils qui ont succombé sous les coups de bistouri des chirurgiens du Nouvel Ordre Mondial.

Qui dira, pourtant, que le souci humanitaire n'habitait pas les chefs des États coalisés? Aucun d'entre eux ne peut être peint sous les traits d'un bourreau assoiffé de sang. Mais il ne fallait pas gâcher la joie de la victoire en semant la confusion entre les victimes. Or chacun le sait désormais, c'est officiel, il n'y a plus de mauvaises victimes, toutes les souffrances sont également dignes de notre compassion. La solution pour sortir de ce dilemme a, en fait, émergé d'elle-même: les images propres d'une guerre devenaient *ipso facto*, les images d'une guerre propre. Dans le climat guerrier du moment, quiconque osait aventurer de telles questions et considérations se voyait renvoyé à Munich. Reste, et c'est l'honneur d'une presse libre comme celle des États-Unis, que ce sont les médias américains eux-mêmes qui ont dévoilé l'imposture de la mise en scène de cette guerre pseudo-chirurgicale.

“Sans image, pas d'événement”, dit un adage contemporain. La guerre du Golfe, on l'a vu, devrait inciter les dévots de l'image qui en ont fait leur cette devise, à plus de retenue dans l'expression de leur foi. Rappelons-nous encore ce témoignage télévisé qui bouleversa l'Amérique, et une partie du monde derrière elle : une jeune fille, dont l'identité ne pouvait être révélée par crainte de représailles, y racontait, la gorge nouée par les sanglots, les atrocités commises par les soldats irakiens lors de l'invasion de Koweït City, décrivant la mise à sac de services de pédiatrie, la destruction des couveuses, l'agonie des nourrissons sous la botte des soudards. 319 prématurés avaient ainsi péri, apprenait-on. Ce témoignage, diffusé peu avant le vote du Congrès, enflamma l'opinion - organisations de défense des droits de l'homme comprises - contre le monstre tueur de bébés. Très partagés sur “Tempête du désert”, les parlementaires américains l'approuvèrent finalement par cinq voix de majorité. On connaît la suite, le massacre des innocents ne devait pas rester impuni.

Le problème, cependant, est qu'il n'y a pas eu, en l'occurrence, massacre de bébés. Il s'agissait d'un faux, où le témoin n'était autre que la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis jouant avec talent un rôle de composition. Une des toutes premières agences de communication américaines, elle-même financée par le Koweït, est à l'origine de cette manipulation, moins célèbre mais autrement plus élaborée que celle de Timisoara. Pour dessiner avec vraisemblance les traits d'une victime, on avait d'abord tracé ceux de son bourreau sous la forme, mythique à souhait, d'un ogre dévoreur d'enfants. Deux ans auparavant, le même bourreau avait ordonné le bombardement à l'arme chimique de villages kurdes, massacrant des milliers de civils dont une grande proportion de femmes et d'enfants. Les images tournées peu de temps après sur les lieux, les preuves matérielles rapportées du terrain par une équipe de Médecins Sans Frontières et remises aux Nations unies et à la presse n'avaient eu, alors, aucun écho. Mais Saddam Hussein était à l'époque l'« ami » de l'Occident, la digue protectrice contenant l'islamisme conquérant de Téhéran. Le mythe, sous forme d'un « témoignage » habilement monté dans un contexte transformé, a surclassé la réalité des massacres et des exactions antérieurs, immédiatement passés, à l'époque, dans la catégorie des faits divers internationaux.

Éthiopie, la pitié dangereuse

C'est bien à cette catégorie du faits divers que la famine en Éthiopie a d'emblée appartenu. Pendant des mois, en 1983 et 1984, des journalistes - en particulier des correspondants basés au Kenya - ont tenté d'entrer dans le pays pour y vérifier les rumeurs de famine qui circulaient dans la région. Longtemps tenus à l'écart par le gouvernement d'Addis-Abeba, il n'ont pu y pénétrer qu'à l'occasion de la célébration fastueuse du Xe anniversaire de la révolution qui avait renversé le Négus en 1974. Le premier reportage de la BBC, diffusé par des centaines de chaînes de télévisions dans le monde, révéla alors l'ampleur de la catastrophe, jusqu'alors tenue délibérément secrète, qui frappait le nord du pays et déclencha un immense mouvement de solidarité. Tandis que s'organisaient les concerts de Wembley et Philadelphie, à l'instar du “Concert pour le Bangla Desh” douze ans auparavant, gouvernements et ONG se ruèrent au

secours des agonisants. Télévision en tête, les médias sonnaient le tocsin à l'échelle planétaire, administrant la preuve de leur puissance : du monde entier, les secours affluaient, les ONG se mettaient sur le pied de guerre, des centaines de millions de dollars étaient rassemblés. Dans les camps de sinistrés, véritables mouiroirs où l'on enterrait les cadavres par centaines chaque jour, l'aide s'organisait enfin, après une année meurtrière au cours de laquelle un demi million d'Éthiopiens avaient succombé.

Il n'a pas manqué de voix - gouvernementales, humanitaires, journalistiques - pour célébrer les mérites de cette formidable opération de sauvetage réalisée grâce aux efforts conjoints des uns et des autres. Il s'en est trouvé beaucoup moins, en revanche, pour s'interroger sur l'ampleur du cataclysme et sur les causes officiellement avancées, lesquelles peuvent se résumer ainsi : la sécheresse qui frappe le nord du pays est catastrophique non seulement du fait de son intensité, mais aussi en raison de la suppression démographique sur ces terres épuisées. Des ressources insuffisantes pour le nombre de bouches à nourrir, autrement dit, et une communauté internationale indifférente aux appels précoces lancés le gouvernement, expliquent comment l'on a basculé de la disette dans la famine. L'examen, même sommaire, de cette vision malthusienne orthodoxe de la famine aurait permis de poser des questions fondamentales pour la suite, et notamment de s'interroger sur les transferts forcés de populations et le rôle des organisations humanitaires dans ce processus meurtrier.

La sécheresse était certes bien réelle dans l'ensemble de la ceinture tropicale africaine. Mais alors pourquoi le Kenya voisin, frappé lui aussi, ne souffrait-il donc pas de famine? La terre était sans doute peu fertile sur ces hauts plateaux déboisés et lessivés par les pluies, lorsqu'elles étaient au rendez-vous. Mais alors pourquoi les habitants s'y accrochaient-ils comme à leur bien le plus précieux? La communauté internationale n'avait peut-être pas répondu avec l'énergie voulue lors du premier appel d'un représentant éthiopien auprès de l'ONU, en mars 1984. Mais peut-on invoquer ici l'égoïsme des nantis, quand on sait qu'au plus haut niveau gouvernemental, le régime avait démenti l'existence d'une crise alimentaire et interdit toute enquête dans les régions affectées?

En fait, au moment même où la réalité de cette tragédie apparaissait au monde, le spectacle de la souffrance et de son apaisement effaçait son histoire, et avec elle la responsabilité des dirigeants éthiopiens. Les humanitaires faisaient assurément leur travail en s'attelant à leur tâche de sauveteurs, ainsi qu'en tâchant d'émouvoir et de sensibiliser le public par leurs appels. Mais la plupart des médias, en réduisant leur travail à la description du sauvetage, en se contentant d'une vision purement humanitaire et technique de la famine, en ont escamoté les causes profondes. C'est en se faisant mutuellement écho qu'organisations humanitaires et médias ont recyclé le discours propagandiste d'un pouvoir éthiopien engagé dans une vaste entreprise de chirurgie sociale. Il s'agissait, sur fond de nationalisme amharique, d'édifier une société authentiquement communiste et pour cela de briser les archaïsmes d'une société rurale rétive à ce grand projet, tout en éradiquant les insurrections armées du nord du pays. En 1985, l'Éthiopie était un chantier où se construisait l'"homme nouveau" à coups de saisies de récoltes et de bétail, de taxations vertigineuses, de fermes collectives et de déportations massives. C'est cette stratégie de "Grand bond en avant", encore durcie par la guerre menée contre les maquisards du nord -aujourd'hui au pouvoir - qui était à l'origine de la famine. Et c'est parce qu'il ne fallait pas ternir l'éclat de la proclamation du Parti des Travailleurs, programmée pour le Xe anniversaire de la Révolution, que le désastre devait être caché. L'empereur Haïlé Sélassié avait été renversé à la suite d'une famine délibérément ignorée, qui avait provoqué la mort de cent cinquante à deux cent mille personnes. Il en avait à juste titre été tenu pour responsable. Le paradoxe éthiopien réside dans le fait que les raisons mêmes qui avaient entraîné la chute du Roi des Rois ont été, par un remarquable tour de passe-passe, celles qui ont renforcé le pouvoir de ses successeurs.

Le protocole compassionnel

Loin d'être critiqué pour sa responsabilité criminelle dans la famine, le gouvernement éthiopien a été au contraire, sinon applaudi, du moins approuvé, pour sa détermination. En se concentrant exclusivement sur la douleur des victimes, en la détachant de ses racines politiques, on ignorait la fonction assignée aux secours. On se privait de la possibilité de comprendre que le rôle des ONG sur le terrain était devenu celui de l'appât dans un piège : rassurés par la présence d'équipes expatriées, les habitants des zones "sinistrées" affluaient vers les centres de distribution d'aide, puis étaient capturés par la milice pour être emmenés de force, séparés de leurs familles, vers les nouvelles zones de peuplement du sud du pays. L'aide humanitaire était entrée de plain-pied dans le jeu du pouvoir qui, dès la fin 1984, avait fait des transferts de populations sa priorité absolue. Il suffisait, pour le savoir, de prendre connaissance des retranscriptions que donnait la BBC des discours radiophoniques de Mengistu. Avec les moyens fournis par le mouvement de solidarité et dans une passivité complice quasi générale, plus de sept cent mille personnes ont ainsi été kidnappées en quelques mois sous les yeux de ceux qui venaient les aider. Au moins deux cent mille d'entre elles -c'est-à-dire autant que l'ensemble des victimes de 1974- en sont mortes, tandis que le monde s'attendrissait devant sa propre générosité en chantant "We are the world".

Bob Geldof, l'homme qui avait organisé le "concert du siècle", n'avait que faire de ces détails. En visite dans le camp de Korem, il ne prit pas la peine de rencontrer les seules personnes qui auraient pu lui donner, ce jour-là, une information indépendante et de première main sur ce qui se passait dans le plus grand camp d'Éthiopie. Les "rumeurs" inquiétantes qui lui étaient été parvenues aux oreilles la veille de ce voyage ne lui semblaient pas suffisamment choquantes pour réveiller une capacité d'indignation anesthésiée en quelques semaines par la gloire et la reconnaissance des grands de ce monde. A Korem, comme pendant l'ensemble de son voyage en Éthiopie, Bob Geldof n'a vu que le bonheur des rescapés de la mort et la joie de leurs sauveteurs.

Il est vrai qu'il ne s'agissait plus depuis longtemps d'informer, mais de communiquer. Pour les médias comme pour les ONG, pour les rock stars comme pour l'ONU, l'heure n'était pas à l'analyse, qui divise, mais aux épanchements, qui rassemblent. Pour tout le monde -à l'exception notable des intéressés- le grand protocole compassionnel qui cimente le consensus était infiniment plus profitable que les rébarbatives considérations critiques qui favorisent le *dissensus*. C'est bien pourquoi personne, mis à part deux petites ONG, ne s'est préoccupé de savoir pour quelles raisons des centaines de milliers d'Éthiopiens avaient fui leur pays. Aux bénéficiaires d'une assistance providentielle, et au moment où la fête de la solidarité battait son plein, ils avaient préféré les dangers de la fuite vers la Somalie et le Soudan voisins et les incertitudes de la vie d'exilés. Leurs témoignages, recueillis dans les camps de réfugiés par des membres de Cultural Survival, un organisme de défense des minorités, et une association religieuse allemande ne laissaient pas de place au doute sur les raisons de cet exode. Les rapports d'enquête furent envoyés, au cours de l'été 85, à toutes les organisations humanitaires œuvrant en Éthiopie ainsi qu'à de très nombreux journaux.

Sans doute l'analyse rétrospective est-elle quelque peu injuste pour les acteurs, en ce qu'elle éclaire *a posteriori* les zones d'ombre du moment et met en relief ce qui était noyé dans le tumulte des événements. L'urgence de la situation nous sommait impérieusement d'agir, de sauver et de soulager ceux qui pouvaient l'être, en remettant à plus tard les questions sur les causes de la catastrophe et les interrogations sur les possibles retournements de l'aide. Mais cette nécessaire innocence du début qui permet de s'abstraire des rudes contingences de la politique n'exonérait aucunement les organismes humanitaires de la responsabilité qu'ils prenaient en devenant acteurs et témoins.

Les enquêtes mentionnées ci-dessus avaient l'immense mérite de fournir une perspective aux observations éparpillées des ONG. Elles leur permettaient de comprendre le rôle qui était le leur dans ce théâtre d'ombres sur lequel elles évoluaient. L'extraordinaire importance qu'avaient prise le mouvement humanitaire lui donnait un véritable pouvoir, et par conséquent une grande responsabilité quant à l'exercice de ce pouvoir. Ce que le sentimentalisme médiatico-humanitaire avait contribué à occulter pouvait et devait être dévoilé par les humanitaires et grâce aux médias. Il aurait suffi, dans le contexte du moment, qu'une demi-douzaine d'ONG prennent le risque de se dresser et de déclarer leur refus de servir d'alibi et de carburant à cette politique meurtrière de transferts de populations pour que le gouvernement éthiopien soit quasiment contraint de les suspendre. Non pas en raison d'une brusque prise de conscience morale, naturellement, mais du fait de sa relative vulnérabilité vis-à-vis des deux principaux bailleurs de fonds qu'étaient la Communauté Européenne et les États-Unis. Mais ç'aurait été rompre avec les délices consensuels de la charité bien réglée et la pieuse iconographie qui lui tenait lieu de discours. Cela les aurait obligées à passer du registre de l'émotion et de la séduction à celui de l'argumentation et du débat, ce que dans leur immense majorité, elles ont refusé de faire.

Qui profite de l'aide?

L'une des raisons importantes, outre le compagnonnage idéologique, est que d'énormes budgets, à l'échelle des ONG, étaient en jeu et qu'un conflit avec le pouvoir éthiopien exposait au risque de l'expulsion, donc à un "manque à gagner" substantiel. Ce risque aurait été minoré, mais non éliminé, par une prise de position commune. On touche ici du doigt le problème général de la synergie des intérêts des ONG et des "bénéficiaires" de leur action, question que les organisations d'entraide répugnent à poser publiquement, tout en y étant peu à peu contraintes par les évolutions récentes des interventions humanitaires, en Somalie, en Bosnie et au Rwanda. Dès lors que, dans une vision idéalisée et consensuelle de leur propre action, elles refusent d'envisager que celle-ci puisse être retournée contre ceux à qui elle est adressée, agir devient une fin en soi. Les formulations euphorisantes et les généralités irréfutables tiennent alors lieu d'éthique et d'évaluation : tendre la main, refuser la souffrance d'un enfant, nourrir les affamés, se tenir auprès des victimes ... autant d'injonctions qui, inlassablement ressassées, se dessèchent en slogans et opèrent, par leur pouvoir d'intimidation, à la façon d'une langue de bois. Laquelle, on le sait, a pour fonction d'évacuer la réalité et de lui substituer un décor, une construction imagologique, selon le mot de Kundera qui désigne ainsi l'enchaînement de clichés qui tient lieu de pensée.

C'est en mettant délibérément à l'écart ses intérêts d'organisation, en prenant le risque de scier la branche sur laquelle elle était assise, que Médecins Sans Frontières a décidé d'entrer en conflit avec le gouvernement éthiopien sur la question des transferts forcés. Isolée, l'association fut expulsée du pays mais une campagne de presse et de *lobbying*, soutenue pendant de longs mois, finit par porter ses fruits. Sous la pression de la Communauté européenne et des États-Unis, le gouvernement d'Addis dut se résoudre à suspendre cette politique. Renversé par les maquisards tigréens trois ans plus tard, il n'eut pas l'occasion de la reprendre. La confusion des rôles entre médias et humanitaire avait permis le triomphe de cette rhétorique de la pitié et contribué à l'aveuglement politique qui en est la conséquence. Et c'est par la distinction des genres que les constructions imagologiques ont été brisées et qu'un jugement lucide a pu être formulé.

Voilà pourquoi la notion même d'information ou de magazine humanitaire, en vogue depuis cette époque, est à la fois vaine et dangereuse. Vaine parce qu'elle s'épuiserait à ausculter les tumultes de la planète avec un stéthoscope, à ressasser indéfiniment des phrases, des gestes et des scènes toujours semblables, à faire danser jusqu'à la nausée le couple victime-secouriste sur la musique de nos bons sentiments. Bref à figer dans une imagerie vide de sens, une action qui ne peut être saisie que par son contexte politique et social. Dangereuse aussi, parce que comme la

crise du même nom, l'information dite humanitaire contribuerait un peu plus à la confusion des enjeux. Son programme consiste par définition en effet à décrire les "besoins" humanitaires provoqués par une "crise" humanitaire résultant elle-même de la "dégradation d'une situation humanitaire". Autrement dit à officialiser, en quelque sorte, la langue de bois qui permet à ses usagers de se retrancher d'un monde qu'ils renoncent à comprendre. Malgré un usage qui se répand, là encore humanitaires et médias unis dans un même sentimentalisme avide de clichés, il n'y a pas plus d'information humanitaire que de crise humanitaire. Utiliser de telles formulations pour qualifier la famine organisée en Éthiopie, le génocide du Rwanda ou les massacres de Srebrenica équivaut à qualifier la Nuit de Cristal de crise vitrière, un viol de crise gynécologique ou l'attentat terroriste du métro Saint-Michel de crise ambulancière. C'est désigner la cause par l'un de ses effets, effacer le mal par la pitié en actes qu'il suscite. C'est en somme, en voulant rendre plus visibles les malheurs du monde, rendre le monde moins lisible encore.

Comment les médias viennent aux crises

Pourquoi le tremblement de terre d'Arménie de décembre 1988 a-t-il provoqué une mobilisation médiatique et publique d'une telle ampleur tandis que la même année, plus de 250.000 personnes avaient péri de mort lente, par la faim et par la guerre au Soudan? Comment l'extraordinaire imposture de la "révolution roumaine" a-t-elle été possible, avec ses faux charniers, ses fausses milices libyennes, son faux génocide, sa grande parade humanitaire, ses faux démocrates, le tout produit en direct sous nos yeux? Pourquoi le premier film montrant la famine de 1984 en Éthiopie n'a-t-il entraîné qu'un vague frémissement au Royaume-Uni, tandis que le deuxième, diffusé trois mois plus tard, provoquait un électrochoc dans tout l'Occident? Par quel mystérieux phénomène le Liberia se retrouve-t-il sous les *spotlights* pendant plusieurs semaines en 1990 pour ne plus jamais apparaître par la suite, malgré la poursuite de la guerre et la présence d'une force d'interposition? Pourquoi les guerres qui ensanglantent le Caucase, en Géorgie et au Nagorny-Karabakh, et l'Asie centrale, au Tadjikistan et en Afghanistan, sont-elles si rapidement évoquées tandis que nos aventures militaro-humanitaires en Bosnie et en Somalie sont inlassablement reprises sur les écrans? Pourquoi la Somalie a-t-elle si peu intéressé les médias jusqu'en août 1992 pour devenir brutalement, à l'instar de l'Éthiopie sept ans auparavant, la "coqueluche" humanitaire de l'Occident et le laboratoire d'un nouveau type d'intervention militaire?

Le processus est complexe, par lequel un bouleversement interne devient un événement international puis une crise devant laquelle la communauté internationale se trouve mise en demeure de réagir. Une loi générale qui rendrait compte de ces transformations devrait pour cela intégrer des phénomènes et interactions tels que la disponibilité d'une société vis-à-vis de sollicitations étrangères à ses préoccupations immédiates, l'impact des médias en fonction de cette disponibilité, les voies de la décision politique, entre autres paramètres.

À défaut de formuler un théorème de la médiatisation maximum, il est possible de repérer quatre invariants, éléments que l'on retrouve dans chacune de ces transformations, autrement dit les quatre conditions nécessaires -mais non suffisantes- pour hisser un drame circonscrit au rang d'événement international.

Première condition, le "robinet à images". Ce sont les images et non les mots qui font l'événement, à condition d'être disponibles sous forme d'un flux continu, le "robinet" devant être ouvert quotidiennement pour obtenir un effet cumulatif. C'est à ce prix que la lutte contre la noyade par le flot des autres informations peut être victorieuse. Si la presse écrite sert fréquemment de poisson-pilote à la télévision en ce qui concerne le tiers-monde, seule la télévision détient désormais la puissance émotionnelle susceptible d'entraîner -sous réserve que soient réunis les paramètres suivants- une "mobilisation générale". Cet effet de percussion sur le public et les décideurs politiques n'a pourtant rien d'un automatisme où la crise, naturelle ou provoquée par l'homme, et le drame humain qui en résulte, appelleraient le reportage qui lui-même entraînerait les réactions

évoquées plus haut. Parce que notre monde câblé est bien loin de la réalité du village, rassurante et trompeuse icône. Parce que nos écrans télévisés, comme tout écran, servent à projeter autant qu'à masquer. Et parce que la chimie des émotions collectives a des exigences scéniques qu'il peut être difficile ou inopportun de satisfaire.

Deuxième condition, la non-concurrence. Le bouleversement doit être isolé, sous peine de subir un irrémédiable effet d'éviction par un concurrent: un journal télévisé ne peut traiter deux famines sur le même plan. Sans doute en raison de sa situation géographique et de ses implications politiques, le conflit d'ex-Yougoslavie, couvert en même temps que la Somalie, représente-t-il une notable exception à cette "règle". Sur ce même registre de l'éviction, notons que la médiatisation d'une famine ou d'une guerre "interdit" durablement la médiatisation d'une autre famine et d'une autre guerre, l'effet d'éviction se prolongeant plusieurs mois au-delà de la période de médiatisation. Tout se passe comme s'il existait une phase réfractaire, pendant laquelle nous ne pouvons supporter de nouvelles images de catastrophe. Comment imaginer, en effet, un journal télévisé qui prendrait la forme d'un voyage à travers les décombres, nous faisant cheminer d'une horreur à l'autre? Comment ne pas se sentir accablé si, quelques semaines après le déluge médiatique somalien, nous arrive, en provenance d'Angola ou d'Afghanistan, une nouvelle tornade?

Troisième condition, la médiation. La présence d'un acteur-médiateur -personnalité, volontaire d'organisation humanitaire- est requise, pour "authentifier" la victime, permettre la canalisation de l'émotion, instaurer tout à la fois la distance et le lien entre spectateur et victime. Pour supporter le spectacle de la souffrance, il nous faut y joindre celui du remède. Notre voyeurisme de la douleur est en réalité limité, les images sanglantes ne pouvant durer qu'à la condition qu'y soient rapidement adjointes des scènes apaisantes de soulagement de cette même souffrance. Depuis les origines, récentes, des grandes opérations médiatiques et du direct télévisé sur des lieux de catastrophes, la nécessité de ce lien par un médiateur familier -personnalité, vedette de spectacle, ONG- semble ne pas souffrir d'exception.

Quatrième condition, l'innocence. Au-delà de l'habillage scénique, la victime doit être elle-même spontanément acceptable : les chiïtes irakiens n'ont ainsi aucune chance de passer ce filtre invisible, pas plus que les Palestiniens du Koweït ou les Iraniens, quelles que soient les exactions qu'ils subissent. Il ne suffit pas de souffrir injustement pour se voir attribuer le statut de victime, qui passe par un processus de validation lié à l'innocence supposée de la population en question. Une communauté perçue comme menaçante est, par définition, recalée avant tout examen. De même qu'une catastrophe naturelle, dont les victimes sont par définition innocentes, l'emporte plus facilement qu'un désastre politique, où le soupçon de complicité entache la présomption d'innocence: le séisme d'Arménie, particulièrement meurtrier, bouleverse l'Europe tandis que celui d'Iran, survenu quelques mois plus tard, passe dans une indifférence teintée d'hostilité.

Le génocide du Rwanda, perpétré en direct sous les yeux de tous, n'a suscité d'autre décision que celle de ne rien faire. En trois mois, un demi million de personnes ont été exterminées à la machette, au gourdin et à la mitraillette pour la seule raison qu'ils étaient nés. Ce n'est qu'au moment où le choléra a frappé les réfugiés hutus au Zaïre que le monde s'est mobilisé : le rideau de la logistique humanitaire est alors tombé sur les charniers, le génocide s'est effacé derrière le vibrion, le crime d'État est devenu "crise humanitaire".

Somalie : la communication au pouvoir

La guerre civile et la famine de Somalie ont longtemps appartenu à cette catégorie d'"infos génés" fugitivement évoquées entre la naissance de quintuplés en Australie et un accident de train en Inde. Aux membres de Médecins Sans Frontières venus lui dire la gravité des événements en

cours dans ce pays, un responsable de l'information d'une grande chaîne télévisée répondit en substance que les téléspectateurs étaient las de ces drames africains, désespérément semblables à eux-mêmes au fil des années. Ce n'était pourtant pas d'un publi-reportage ni d'une émission spéciale sur la Somalie que nous parlions, mais simplement d'un travail de journaliste sur la situation dans ce pays. L'effondrement total de l'État, la guerre de conquête du pouvoir, l'évolution de ce pays de la démocratie vers la dictature, l'attitude de l'ONU étaient autant d'éléments de contexte qui méritaient d'être considérés comme de l'information. Et la mortalité, chiffrée par une enquête, était effrayante puisque c'était une génération entière, au sein de la population déplacée par la guerre, qui était menacée de disparition.

Ne serait-ce que par la dose de mépris qu'elle contient pour le métier de journaliste, cette réponse, qui présente au moins le mérite d'une totale clarté, laissa pantois les plus endurcis d'entre nous. Pour ceux qui en doutaient encore, l'information télévisée n'était donc rien d'autre qu'une politique d'image, si l'on ose dire, ou plus précisément une technique de marketing : un événement vaut exclusivement par l'indice d'écoute qu'il est susceptible de provoquer. C'est bien ce constat que Bernard Kouchner, grand connaisseur de la logique télévisuelle, a voulu retourner et positiver avec sa "loi du tapage médiatique" si admirablement utilisée en mer de Chine. Cette loi a sa valeur, on l'a vu, comme elle a ses faiblesses et ses impasses, dont l'exemple de l'Éthiopie apporte une première mesure. Mais le fiasco sanglant dans lequel s'est enfoncée l'ONU en Somalie jette une lumière plus crue encore sur l'union problématique des médias et de l'action humanitaire.

Le drame humain provoqué par ce bouleversement politique n'est devenu réellement visible que lorsque des personnalités politiques sont intervenues. Il aura fallu les déclarations du Secrétaire général des Nations unies, le voyage de Nancy Kasselbaum, sénateur américain et celui de Bernard Kouchner, alors ministre français de l'Action humanitaire pour que cette tragédie devienne un événement -pour que la télévision en parle, si l'on préfère- alors que la famine avait déjà atteint son paroxysme, après de longs mois de développement. Alors, sous la forme d'enfants agonisants et de bandits armés dispersés dans un terrain vague, la Somalie a fait irruption dans la conscience de l'Occident. Une fois authentifiés par des médiateurs reconnus, les victimes pouvaient devenir l'objet de notre compassion et les bourreaux celui de notre opprobre. En ce mois d'août 1992, le décor et la scène étaient plantés, les quatre conditions énoncées plus haut étaient rassemblées, les grandes orgues médiatiques allaient pouvoir résonner.

Y'a bon l'écran

Les premiers résultats furent indiscutablement positifs. George Bush décida d'envoyer 145.000 tonnes de nourriture, les Nations unies trouvèrent soudain des fonds, différents pays se mobilisèrent, les dons affluèrent et de nombreuses ONG, jusque-là peu soucieuses de ce qui se passait en Somalie, se déployèrent sur le terrain. Prises avant le succès médiatique de la Somalie, ces décisions auraient eu plus de noblesse. Elles auraient pu, surtout, enrayer le développement de la famine. L'urgence ne laissant que peu de place aux regrets, ces mesures furent donc les bienvenues. La loi du tapage avait fonctionné.

Mais, placée d'emblée sous le signe du marketing et de la communication, l'intervention onusienne allait bientôt être écrasée par l'obsession de la communication. À la complexité objective de la situation, les Nations unies ajoutèrent les contraintes du visuel et de l'instantané, creusant elles-mêmes le fossé où elles allaient sombrer. Le premier "coup" médiatique fut d'affirmer, fin novembre 1992, que l'aide acheminée était pillée à 80%. Annoncé depuis New York comme une vérité d'évidence par le Secrétaire général des Nations unies, ce chiffre ne reposait sur aucune estimation objective. Les différentes organisations humanitaires évaluaient en effet les pertes à une moyenne d'environ 30%, ce qui est à peine plus élevé que ce que l'on observe dans

la majorité des opérations d'aide alimentaire. Pourtant, repris par l'ensemble de la presse, ce pourcentage devait jouer, dans l'affaire somalienne le même rôle déclencheur que les faux assassinats de bébés dans la crise du Golfe. Fallait-il faire oublier la totale inertie de l'ONU pendant les dix-huit premiers mois de la guerre et son indifférence face à la famine? Ce n'était pas inutile. Ou encore montrer au monde d'après "Tempête du désert" que, telle la Divine Providence, l'Occident savait aussi bien donner la vie que l'ôter? C'est en tout cas ce que le débarquement hollywoodien des *marines* signifiait. S'agissait-il de tester, dans ce laboratoire qu'est un pays sans État, le projet d'une force permanente d'intervention cher à Boutros-Ghali? Sans doute un peu de tout cela. Et il est vrai que la violence et le chaos généralisés appelaient une réaction appropriée. C'est pourquoi, dans ce climat de tension, la nouvelle de l'intervention massive des troupes américaines retentit pour beaucoup, et en particulier les Somaliens, comme un message de délivrance.

Mais il est vite apparu que les impératifs de la scénarisation l'emportaient sur ceux de l'action. S'il n'y avait rien d'illégitime, bien au contraire, à vouloir montrer au public le déroulement de cette opération, il était absurde d'imaginer la faire avancer au rythme des journaux télévisés. Dès les premiers mouvements militaires la caricature télégénique de la situation s'imposait, troupes internationales et médias unis dans un même souci de démonstration de puissance : lorsque le convoi inaugural de secours quitta le port de Mogadiscio sous une imposante escorte, il était plus lourdement chargé de journalistes et de caméras que de vivres. Il était difficile de savoir qu'au même moment, le CICR débarquait de l'un de ses bateaux, dans une opération de routine au sud de la capitale, cinq fois plus de nourriture à l'aide de modestes barges permettant d'accoster sur la plage. De là, sans tambour ni trompette, le précieux chargement était transporté par des camions locaux, loués à des négociants somaliens, et acheminé à bon port. Mais une telle scène n'était pas compatible avec la représentation dominante de la Somalie, ramenée à un face-à-face tragique entre une masse d'enfants affamés et des hordes de pillards drogués. Puisqu'il était dit qu'aucune arrivée de vivres n'était possible, qu'aucun bateau ne pouvait accoster sans protection militaire, celui-ci ne pouvait exister.

La scène humanitaire ouverte, il fallait apporter la preuve, ou plutôt les signes, d'un apaisement des violences, Quoi de plus représentatif, pour cela, qu'une signature et une poignée de mains entre ennemis? C'est ce qui fut organisé entre les deux chefs rivaux de Mogadiscio, trois jours après le débarquement. Présenté comme une remarquable avancée, un accord reprenant les mêmes points que les nombreux accords précédents était en effet signé par Ali Mahdi et Aïdid dans les locaux américains et leur poignée de mains abondamment photographiée et filmée sous la bannière étoilée. L'anecdote serait triviale si cette pseudo-négociation n'avait eu pour effet de relégitimer ces "seigneurs de la guerre", de leur fournir l'onction de la communauté internationale à un moment où ils étaient contestés dans leurs propres rangs du fait de leur acharnement guerrier. De la prise de Kismayo par Morgan, l'un des criminels les plus en vue du pays, à la sanglante et pitoyable chasse à l'homme lancée contre Aïdid, on pourrait multiplier les exemples d'erreurs, de plus en plus graves à mesure que le temps passait, et dictées non par l'incompétence ni même par l'obsession de montrer, mais par celle de fabriquer un événement inspiré du réel : la Somalie était appelée à devenir le plateau d'un *reality show* intitulé "Restore Hope". Mais un pays n'est pas plus un décor que ses habitants ne sont des figurants et c'est d'avoir oublié cette évidence que l'ONU et le États-Unis sont le plus coupables.

Les hommes jugent avec leurs yeux, disait Machiavel. Mais qu'advient-il de ce jugement lorsque l'œil est remplacé par un objectif, lorsqu'au regard se substitue la prise de vues? La Somalie nous fournit la réponse: la carte est alors prise pour le territoire, l'image pour la réalité. Et il peut même arriver que le son soit pris pour l'image: les déclarations martiales du général Morillon, alors chef de la Forpronu en Bosnie, sur la création de "zones protégées" ont eu pour principal effet de populariser l'expression "zones protégées" et, par un léger glissement, de faire croire qu'elles existaient, donc que les Bosniaques étaient protégés. Une action d'éclat à Srebrenica et un gros

plan sur quelques Casques Bleus font le reste: sous la "loupe" électronique, Srebrenica devient la Bosnie, l'instant de victoire efface la chronique des démissions... jusqu'au moment de vérité, lorsque l'un des protagonistes décide de ne plus jouer le jeu, comme ce fut le cas en juillet 1995.

Les ONG n'échappent pas à ces effets de manche et d'annonce : "Ne faites pas semblant de ne pas reconnaître cette personne qui ne fait rien pour la Bosnie", disait une affiche-miroir apposée en 1993 sur les murs de Paris et dans laquelle la personne qui lisait cette phrase accusatrice voyait son propre visage. Les nombreuses associations signataires de cette injonction publique laissaient donc entendre que, contrairement aux irresponsables badauds qui déambulaient par là, elles faisaient, elles, "quelque chose pour la Bosnie". Elles faisaient, certes, quelque chose pour les Bosniaques, ce qui n'est pas en cause. Mais leur sous-entendu était un mensonge, bien dans l'air du temps : les gouvernements européens, la France en tête, avaient décidé d'apporter, avec une superproduction humanitaire, la réponse télé-génique aux lourdes questions posées par le dépeçage en direct de la Bosnie. Comme en écho, ces associations ratifiaient le diagnostic officiel, faisant elles aussi de cette guerre, menée à coups de pogroms, une "crise humanitaire".

En guise d'épilogue : esthétique ou éthique?

Capables de mobiliser une partie de l'opinion (près de cinq millions de personnes soutiennent les organisations humanitaires en France), d'interpeller les institutions et de mettre en œuvre des moyens non négligeables, les ONG sont plus que jamais exposées au risque de l'illusion de toute-puissance : à l'opacité, aux contraintes contradictoires et au temps différé de la politique, elles opposent plus ou moins consciemment la transparence, la linéarité et l'immédiateté de leur action. Maîtrisant mieux que quiconque, et par définition, la catégorie de l'urgence, elles tendent commodément à oublier qu'il s'agit d'une notion fondamentalement anti-politique en ce qu'elle abolit les médiations. Et parce que les intentions et les symboles, en l'espèce et contrairement au politique, sont mises sur le même plan que les effets de l'action, elles s'estiment trop souvent exonérées de toute obligation de résultats : elles font, elles, *quelque chose pour* la Bosnie, *pour* le Rwanda, *contre* le Sida, *contre* la faim, ce qui est faux naturellement. Elles font en réalité *des* choses pour *des* Bosniaques, pour *des* Rwandais, *des* sidéens... et nul ne songe d'ailleurs à leur reprocher de s'en tenir là. Mais à prendre la partie pour le tout et les moyens pour la fin, à s'étourdir de leurs performances opérationnelles et de l'effet "vu à la télé", elles s'exposent à confondre éthique et esthétique.

"Gouverner, c'est faire croire", disait déjà Hobbes au XVI^e siècle. Notre temps de foi cathodique, le premier de l'Histoire où "les hommes en croient leurs yeux" (Régis Debray), n'a fait que renforcer encore la pertinence de cette maxime. Le fait, récent et majeur, que les entreprises commerciales de divertissement et de communication que sont les chaînes de télévision détiennent désormais une position hégémonique dans l'information y est naturellement pour beaucoup. Mais il serait absurde de tenir les journalistes ou les organes de presse pour seuls comptables de ces excès de simplifications, ou d'un traitement abusivement émotionnel de situations complexes: la mise en forme, la sélection, la subjectivité sont inhérentes au travail d'information, qui ne peut être ramené à un simple enregistrement de la réalité, l'austérité ne fournit aucun gage de vérité et le rêve de transparence du monde n'est qu'un cauchemar totalitaire. Ce qui est ici en cause est avant tout un problème de société, où la compassion, autre nom de la solidarité, tend à se dégrader en apitoiement plutôt qu'à se faire exigence de justice. Où l'information, souvent dérangeante, est sournoisement remplacée par la communication, toujours consensuelle. Où l'"indice de satisfaction" et le "press book" valent appréciation de résultats tandis que l'affichage de vertueuses intentions et la rhétorique humanitaire tiennent lieu de politique.

Par delà ce contexte, qui n'est peut-être que transitoire, il reste difficile d'imaginer que l'Occident cesse de sélectionner ses victimes au gré de ses humeurs et de ses intérêts. Et s'il revient aux journalistes de réfléchir aux enjeux de leur pratique professionnelle, les organisations humanitaires se trouvent confrontées, quant à elles, à deux obligations d'égale importance: continuer, d'une part, à utiliser au mieux de l'intérêt immédiat des victimes le potentiel de moyens que recèlent ces mobilisations; d'autre part réfléchir elles aussi sur leur pratique et montrer que leur action repose sur des principes plus solides, donc plus exigeants, que les émotions fugitives dont elles sont tentées de faire commerce. C'est à ce prix que la morale dont elles sont porteuses se différenciera de l'éthique indolore qui commence à les marquer. C'est à ce prix, surtout, que l'aide humanitaire restera respectueuse de la dignité de ceux qu'elle veut secourir. C'est à ce prix, enfin, qu'elles pourront se maintenir dans le tourbillon médiatique sans renoncement ni démagogie.